

Les islamistes dans "l'œil" du pouvoir

Dans un document interne exposé par le secrétariat général du parti républicain, démocratique et social au cours de la dernière session extraordinaire de son conseil national, le mouvement islamiste mauritanien est sévèrement épinglé. Le document, de 6 pages, intitulé "Note à propos des dimensions politiques de l'attaque de Lemgheity", précise que l'attaque de cette localité "constitue l'un des plus grands défis auxquels notre pays ait été confronté", mais qu'il serait inutile de s'étendre "sur l'événement dans son détail". Ce qui pose le problème de savoir si les dirigeants du parti disposent d'éléments d'informations précis sur le déroulement de l'attaque.

Cette note se contente de faire siennes les démarches adoptées par les autorités publiques à cet effet, tout en incriminant, au passage, les "éternels sceptiques, habitués de la pêche en eaux troubles".

D'entrée de jeu, les auteurs du document glissent dans leur raisonnement sur les revendications des gens du GSPC, qui "ont déclaré avoir agi pour venger leurs frères emprisonnés en Mauritanie". Ce qui constitue "une confirmation des thèses des autorités concernant le démantèlement d'une filière terroriste qui utilisait les lieux de culte pour propager un discours de violence et de terreur, pousser des jeunes mauritaniens à l'illégalité et à la violence à travers l'appartenance à des organisations terroristes". Mieux encore, poursuit-on, les adeptes de ces discours violents ont utilisé certaines organisations caritatives comme couverture pour "recevoir, de la part des filières terroristes, des montants très importants et influencer ainsi certains faibles d'esprit et les enrôler dans des organisations terroristes". Cela a conduit à la naissance en Mauritanie du phénomène terroriste contre lequel le président du parti a prévenu à maintes reprises, malgré le scepticisme de certains qui croyaient impossible l'émergence en Mauritanie d'un tel courant.

"Un islam violent"

Dans cette analyse du phénomène, le

terrorisme armé est "l'aboutissement logique du terrorisme intellectuel". Ce dernier, pour le cas de la Mauritanie, trouvant son origine dans les prêches prônant la violence et l'intolérance. Là encore, on y souligne que ceux qui s'opposaient à l'application de la loi sur les mosquées "protégeaient une filière terroriste bien structurée". Le mouvement commence par des discours mielleux, des incitations matérielles, avant de devenir un discours "d'incitation à la révolte, des appels au "tekfir" et enfin par l'embrigadement des jeunes par des fatwas qui prêchent la violence".

Ces fatwas constituent une dénégation de la fonction dévolue au conseil supérieur islamique, "seul organe légalement habilité à prononcer des sentences religieuses".

La constitution mauritanienne se trouve, elle aussi, du coup, violée, dans la mesure où, rappelle-t-on en substance, elle proclame que la Mauritanie est une terre d'Islam; le caractère islamique du pays ne devant pas être revendiqué par un groupe au détriment des autres. Il reste que l'aspect le plus éloquent et le plus dangereux du terrorisme intellec-

L'attaque de Lemgheity

Les islamistes dans "l'œil" du pouvoir

Suite de la Une

tuel, poursuit-on, réside dans les fatwas à caractère clairement "politique, partisan ou sectaire" qui essaient vainement de justifier le terrorisme, la violence politique, le rejet de la société et de l'Etat. C'est ce qui s'est passé au cours des années précédentes en Algérie où les massacres se sont multipliés, cite-t-on pour exemples.

"Comparaison n'est pas raison"

Pour eux, il n'y a guère d'islamistes extrémistes et de modérés qu'il ne faut pas confondre comme veulent le faire croire certains. Tous puisent leurs sources dans les fatwas violentes, car les "modérés ne sont autres que ceux qui appellent aujourd'hui à la violence, essaient de monopoliser le message islamiste et transforment les mosquées en des lieux d'incitation à la violence. Alors, celui qui se veut modéré et tient à ne pas être soupçonné doit "s'éloigner du terrorisme intellectuel...". Car Lemgheity n'est autre que la résultante des dites prêches".

On note, avec inquiétude, la naissance d'un mouvement Salafiste en Mauritanie contre lequel on met en garde dans toute velléité de défendre le mouvement islamiste. De sa croisade contre ce mouvement, le parti au pouvoir entrevoit une convergence "démoniaque" entre les visées des islamistes mauritaniens, les idées des néo kharijites dont l'ère des ascendants a vu les meurtres des khalifes Othman et Ali et ne s'arrêteront certainement pas "à l'horrible acte perpétré à Lemgheity". En plus des dérapages de violence notés en Algérie, les cas du Maroc et de l'Arabie Saoudite sont rappelés. Mais le cas des islamistes mauritaniens est différent de ceux avec lesquels on tente de les rapprocher. Les islamistes mauri-

taniens n'ont jamais prôné la violence et sont, à titre d'exemple, parmi les premiers à condamner les attaques du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. S'agissant du cas de l'Arabie Saoudite, c'est là un Etat théocratique où le droit positif n'est pas appliqué. En effet, la seule raison ayant conduit à la rupture entre les mouvements islamistes et le trône saoudien réside dans la présence des forces américaines sur les terres du Royaume. Ce qui n'a jamais été une source de discorde entre les islamistes mauritaniens et le pouvoir en place. Le problème réside donc dans le refus par le pouvoir de reconnaître le droit au mouvement islamiste de se constituer en tant que formation politique légale qui véhicule un message. C'est au peuple qu'il appartient d'admettre, à travers son adhésion ou non aux idéaux du mouvement, de l'existence de celui-ci ou de sa disparition. Le lien que le parti au pouvoir tente de faire entre les islamistes algériens et mauritaniens est difficile à établir. La violence observée à partir des années 90 en Algérie est consécutive à l'usurpation par une junte militaire des résultats électoraux largement remportés par les islamistes à l'époque. Il y a tout de même un aspect qui mérite d'être noté à ce propos. Il s'agit des ingrédients d'explosion qui existaient, à l'époque, en Algérie et que l'on retrouve, aujourd'hui, en Mauritanie; comparaison que le parti au pouvoir n'a pas voulu considérer dans son analyse. Les islamistes algériens avaient remporté les élections suite aux carences du FLN et de la junte militaire et du sentiment de frustration qu'ils ont créé au sein de la population, aboutissant à un vote sanction contre les gouvernants. Cette situation prévaut de nos jours dans notre pays. Car le mouvement islamiste, quoi qu'on puisse en dire et quel que soit le

degré de contradiction que l'on peut avoir avec ses principes, est le seul, encore, capable de donner le change ou de proposer le rêve d'égalité et de justice; comme il est le seul qui peut se targuer d'une légitimité qui ne donne pas lieu à contradiction, ne serait-ce que par la nature sacrée de ses références idéologiques. Et c'est ce qui explique, dans une large mesure, la grande aura dont bénéficie le mouvement islamiste mauritanien. La masse adhère à son discours qui, contrairement à la propagande du jour, n'a jamais été violent. S'il y a des engagements individuels qui ont conduit leurs auteurs à fréquenter les maquis afghans et/ou algériens, cela ne saurait engager le mouvement islamiste mauritanien qui a de tout temps opté pour la tolérance. Il ne faut pas perdre de vue, à ce sujet, que les Marocains impliqués dans les attentats de Casablanca sont tous détenteurs de passeports étrangers et aucun d'entre eux n'est fiché comme militant actif dans le parti islamiste marocain. C'est dire que les mouvements islamistes, au moins dans ces deux pays, n'ont jamais prôné la violence.

Pourquoi des pays laïcs comme la Turquie acceptent-ils l'existence de formation politique d'obédience religieuse en leur sein, et qu'une république islamique comme la nôtre rechigne à en faire autant? Peut-on étouffer dans l'œuf un mouvement aussi puissant et, de surcroît, évoluant dans un environnement aussi favorable, comme la Mauritanie, avec des arguments aussi tendancieux que versatiles?

Quoi qu'il en soit, le pouvoir et son parti ne semblent guère au bout de leurs peines face à un mouvement qui prend de plus en plus d'ampleur et dont le harcèlement répété des militants ne fait qu'agrandir la sympathie des populations à leur égard.

BA ADAMA MOUSSA